

Décret n° 97-1016 du 5 novembre 1997 modifiant le décret n° 64-949 du 9 septembre 1964 portant application de la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services en ce qui concerne les aliments surgelés destinés à l'alimentation humaine

NOR : ECOC9700164D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la directive 92/1/CEE de la Commission des Communautés européennes du 13 janvier 1992 relative au contrôle des températures dans les moyens de transport et les locaux d'entreposage et de stockage des aliments surgelés destinés à l'alimentation humaine ;

Vu la directive 92/2/CEE de la Commission des Communautés européennes du 13 janvier 1992 portant fixation des modalités relatives au prélèvement d'échantillons et de la méthode d'analyse communautaire pour le contrôle des températures des aliments surgelés destinés à l'alimentation humaine ;

Vu le code de la consommation, notamment ses articles L. 214-1 et L. 215-4 ;

Vu le décret n° 64-949 du 9 septembre 1964 portant application de la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services en ce qui concerne les aliments surgelés destinés à l'alimentation humaine, modifié par le

décret n° 84-1147 du 7 décembre 1984 et par le décret n° 91-1230 du 3 décembre 1991 ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décrète :

Art. 1^{er}. – L'article 1^{er} du décret du 9 septembre 1964 susvisé est modifié comme suit :

I. – Au début de la disposition du e, les mots : « ont été maintenus à une température égale ou inférieure à - 18 °C » sont remplacés par les mots : « ont été maintenus, en tous points, à une température inférieure ou égale à - 18 °C ».

II. – Les deux derniers alinéas sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Des arrêtés conjoints du ministre chargé de la santé, du ministre chargé de la consommation, du ministre chargé de l'industrie et du ministre chargé de l'agriculture déterminent :

« 1. Les conditions techniques de surgélation et de conservation applicables à chaque catégorie de produits visés par le présent décret ;

« 2. Les dispositifs techniques et les méthodes qui doivent être utilisés par les agents chargés du contrôle pour vérifier le respect des règles de température. »

Art. 2. – Il est inséré dans le même décret, entre les articles 2 et 3, un article 2-1 rédigé comme suit :

« Art. 2-1. – Pendant leur utilisation par une personne autre que le consommateur final, les moyens de transport et les entre-

pôts qui reçoivent des produits surgelés doivent être munis d'instruments qui enregistrent, automatiquement, selon les modalités déterminées par arrêté conjoint du ministre chargé de la consommation, du ministre chargé de l'industrie et du ministre chargé de l'agriculture, la température de l'air à laquelle sont soumis ces produits.

« Lorsque les instruments mentionnés à l'alinéa précédent sont installés sur des véhicules, ils doivent être approuvés par arrêté conjoint du ministre chargé de la consommation, du ministre chargé de l'industrie et du ministre chargé de l'agriculture dans le cas où le véhicule est immatriculé en France, et, dans le cas où le véhicule n'est pas immatriculé en France, par l'autorité compétente d'un Etat membre de la Communauté européenne.

« Les résultats des enregistrements sont tenus pendant au moins un an à la disposition des agents chargés du contrôle.

« Les appareils d'enregistrement mentionnés à l'alinéa premier peuvent être remplacés par un thermomètre aisément visible durant le stockage dans les meubles de vente au détail, durant les opérations de distribution locale et dans les chambres froides de moins de 10 mètres cubes destinées à la conservation de stocks dans les magasins de détail. »

Art. 3. – Le ministre de l'emploi et de la solidarité, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'équipement, des transports et du logement, le ministre de l'agriculture et de la pêche et le secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 novembre 1997.

LIONEL JOSPIN

Par le Premier ministre :

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,*
DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

Le ministre de l'emploi et de la solidarité,
MARTINE AUBRY

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
ÉLISABETH GUIGOU

*Le ministre de l'équipement,
des transports et du logement,*
JEAN-CLAUDE GAYSSOT

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,
LOUIS LE PENSEC

*Le secrétaire d'Etat
aux petites et moyennes entreprises,
au commerce et à l'artisanat,*
MARYLISE LEBRANCHU

**Arrêté du 3 octobre 1997 modifiant l'organisation
des sous-directions du service de la législation fiscale**

NOR: ECOL9700470A

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,
Vu le décret n° 77-687 du 28 juin 1977 portant création du service de la législation fiscale ;

Vu le décret n° 87-389 du 15 juin 1987 relatif à l'organisation des services d'administration centrale ;

Vu le décret n° 92-604 du 6 février 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret n° 97-710 du 11 juin 1997 relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie ;

Vu l'arrêté du 18 avril 1994 portant réorganisation du service de la législation fiscale ;

Vu l'arrêté du 18 avril 1994 portant organisation des sous-directions du service de la législation fiscale ;

Vu l'avis du comité technique paritaire central en date du 16 juin 1997 ;

Sur proposition du directeur, chef du service de la législation fiscale ;

Sur le rapport du directeur du personnel et de l'administration,

Arrête :

Art. 1^{er}. – L'article 3 de l'arrêté du 18 avril 1994 portant organisation des sous-directions du service de la législation fiscale est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 3. – La sous-direction C comprend :

« Le bureau C 1 :

« Il traite des problèmes généraux de l'impôt sur le revenu et la réglementation propre aux traitements et salaires.

« Il a en charge la fiscalité de l'épargne ainsi que les divers prélèvements sur le revenu affectés aux financements de la protection sociale. Il traite de la taxe sur les salaires, de la taxe d'apprentissage et des participations des employeurs à l'effort de construction et au développement de la formation professionnelle continue.

« Le bureau C 2 :

« Il est chargé de la réglementation propre aux bénéfices agricoles et aux bénéfices non commerciaux. Il traite de l'imposition des revenus fonciers et des profits immobiliers des particuliers.

« Il a en charge la fiscalité directe locale : taxe professionnelle, taxe d'habitation, taxes foncières et taxes annexes. »

Art. 2. – Le directeur, chef du service de la législation fiscale, et le directeur du personnel et de l'administration sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 octobre 1997.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,
F. VILLEROY DE GALHAU

Arrêté du 23 octobre 1997 modifiant la liste des productions à l'égard desquelles le forfait de bénéfice agricole peut être dénoncé par le service des impôts

NOR: ECOL9700108A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche et le secrétaire d'Etat au budget,

Vu l'article 10-II de la loi n° 70-1199 du 21 décembre 1970 ;

Vu l'article 7-I de la loi n° 72-1121 du 20 décembre 1972 ;

Vu le code général des impôts, et notamment son article 4 N de l'annexe IV,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – L'article 4 N de l'annexe IV du code général des impôts est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 4 N. – Le droit de dénonciation du service des impôts ne peut s'exercer qu'à l'égard des productions suivantes :

« – culture de la chicorée industrielle ;

« – culture des éricacées (myrtilles) ;

« – vergers de châtaigniers ;

« – culture de mûres ;

« – vergers de coings ;

« – culture des plantes et des fleurs à parfum autres que lavande, lavandin, jasmin, rose de mai, fleur d'oranger, mimosa ;

« – culture de boutures d'œillet ;

« – culture de fleurs comestibles ;

« – forceries de lilas ;

« – culture en vue de l'obtention ou de l'édition de variétés végétales nouvelles ;

« – pépinières de camélias ;

« – pépinières viticoles sous serres ;

« – riziculture ;

« – élevage des animaux de laboratoire ;

« – élevage des animaux à fourrure, sauf visons et chinchillas ;

« – élevage du gibier (aussi bien en vue du peuplement des chasses que pour l'abattage en vue de la consommation) autre que cailles, faisans, faisandeaux, perdrix, perdreaux, lièvres ;

« – élevage des animaux, y compris les oiseaux, d'appartement ou d'agrément ;

« – élevage des poissons et autres espèces vivantes d'aquarium ;

« – élevage de toutes espèces vivantes pour la pratique d'un sport ou d'un agrément ;

« – élevage de chevaux de course ;

« – exploitation de plants de chênes truffiers ;

« – production de mycélium ;

« – production de gelée royale ;

« – élevage de ratites ;

« – lombriculture ;

« – élevage de ver à soie ;

« – élevage de coqs de pêche ;

« – élevage de teignes ;

« – production de gazon en tapis ;

« – culture de plantes aquatiques ;